



L'affaire Jacques Baud – Berne dépose une plainte auprès de l'UE !

Après une longue attente — et probablement sous la pression de nombreuses personnes intègres —, les autorités suisses protestent à Bruxelles. Un premier signe encourageant, mais ce n'est que le début.

Peter Hänseler

dim. 11 janv. 2026

Protestation

Hier soir, nous avons appris que le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) avait déposé une protestation officielle à Bruxelles, 26 jours après que Jacques Baud ait été sanctionné par l'UE, arguant que les sanctions imposées à Jacques Baud n'avaient pas été précédées d'une procédure régulière et que la liberté d'expression n'avait pas été respectée.

La réaction de Berne à cette action illégale contre un citoyen suisse arrive plutôt tardivement. Nous nous souvenons du sourire stupide du conseiller fédéral Jans, des déclarations diffamatoires de son collègue Schinzel sur X et de la campagne de dénigrement pure et simple contre Baud menée par le lieutenant-colonel Kohler qui, confronté à notre analyse juridique et à nos preuves de diffamation, a qualifié son pamphlet de « *étude de cas en matière de guerre cognitive* » et a rejeté les « *accusations personnelles* » comme étant sans fondement. Notre contribution à ce sujet : « [Pascal Kohler – le porte-parole de Kaja Kallas](#) ».

Absence de procédure régulière

Le département, qui sous la direction du conseiller fédéral Ignazio Cassis prône l'adoption automatique du droit et des décisions de l'UE, semble désormais réaliser que la « *procédure régulière* » appartient au passé dans l'UE. Contrairement à l'[article 11 de sa propre charte](#), l'UE a décidé de punir, de priver de leurs droits et d'exproprier les citoyens de tous les pays sans qu'aucune infraction n'ait été commise, comme on l'a vu pour la dernière fois dans l'Allemagne nazie (voir notre analyse : « [L'UE sanctionne des journalistes allemands](#) » de mai 2025). Les dizaines de personnes concernées n'ont jamais eu le droit de se défendre ou d'être entendues. Cette élimination des dissidents n'est pas ordonnée par un tribunal, mais par le « Conseil de l'Union européenne », le bras politique de l'UE. Le Conseil, au sein duquel des apparatchiks non élus démocratiquement mènent une vie agréable, est présidé par Kaja Kallas, elle-même non élue démocratiquement. Nous sommes de retour au Moyen Âge.

La pression exercée par plusieurs acteurs porte ses fruits

L'inaction initiale des dames et messieurs de Berne suggère que le changement positif actuel n'est pas le résultat de leurs propres délibérations, mais plutôt celui de la pression internationale qui s'est accumulée ces derniers jours. Nous avons vivement critiqué cette attitude dans notre article « [Jacques Baud est sanctionné, et la Suisse reste les bras croisés](#) » publié le 18 décembre, et nous n'étions pas les seuls.

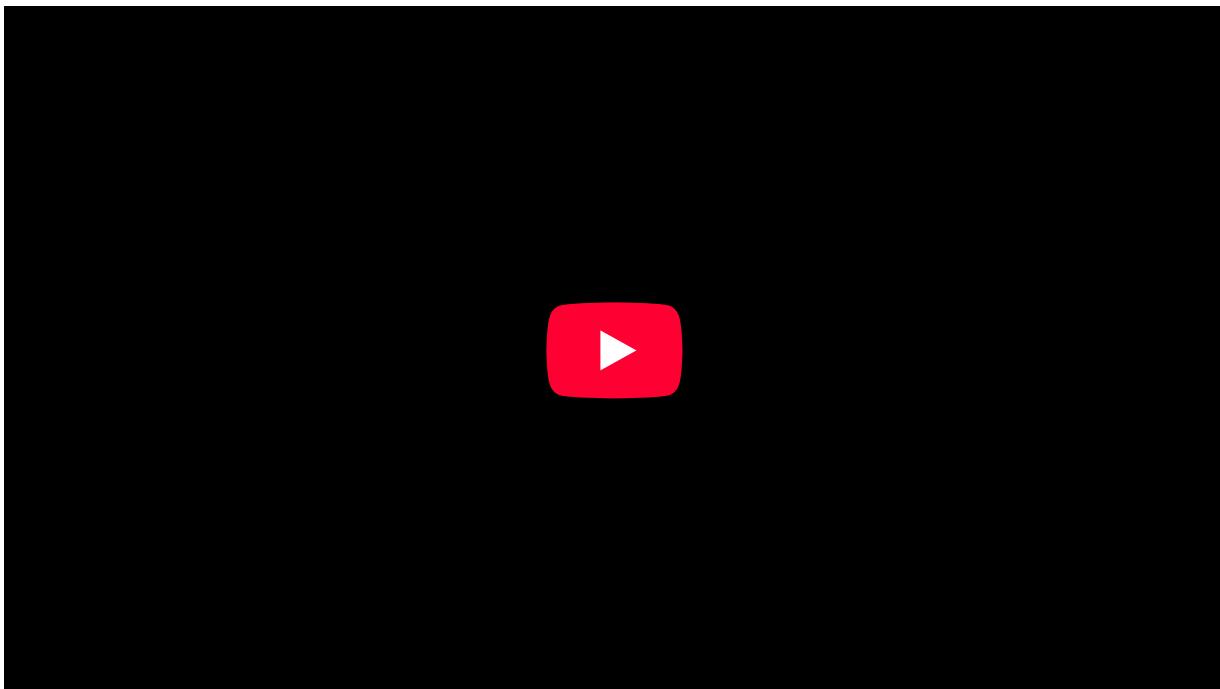
La pression ne venait pas seulement de Suisse. D'innombrables médias alternatifs dans le monde entier se sont levés en soutien à Jacques Baud. En Allemagne, je voudrais citer, parmi tant d'autres, les [Nachdenkseiten](#), dont Florian Warweg a interrogé le gouvernement allemand dès le 19 décembre lors d'une [conférence de](#)

presse fédérale. La réponse succincte du porte-parole du gouvernement a été que cela arrive lorsque l'on diffuse de la désinformation et que cela continuera à se produire à l'avenir – voilà qui résume bien la position du gouvernement allemand.

"Jusqu'ici et pas plus loin"

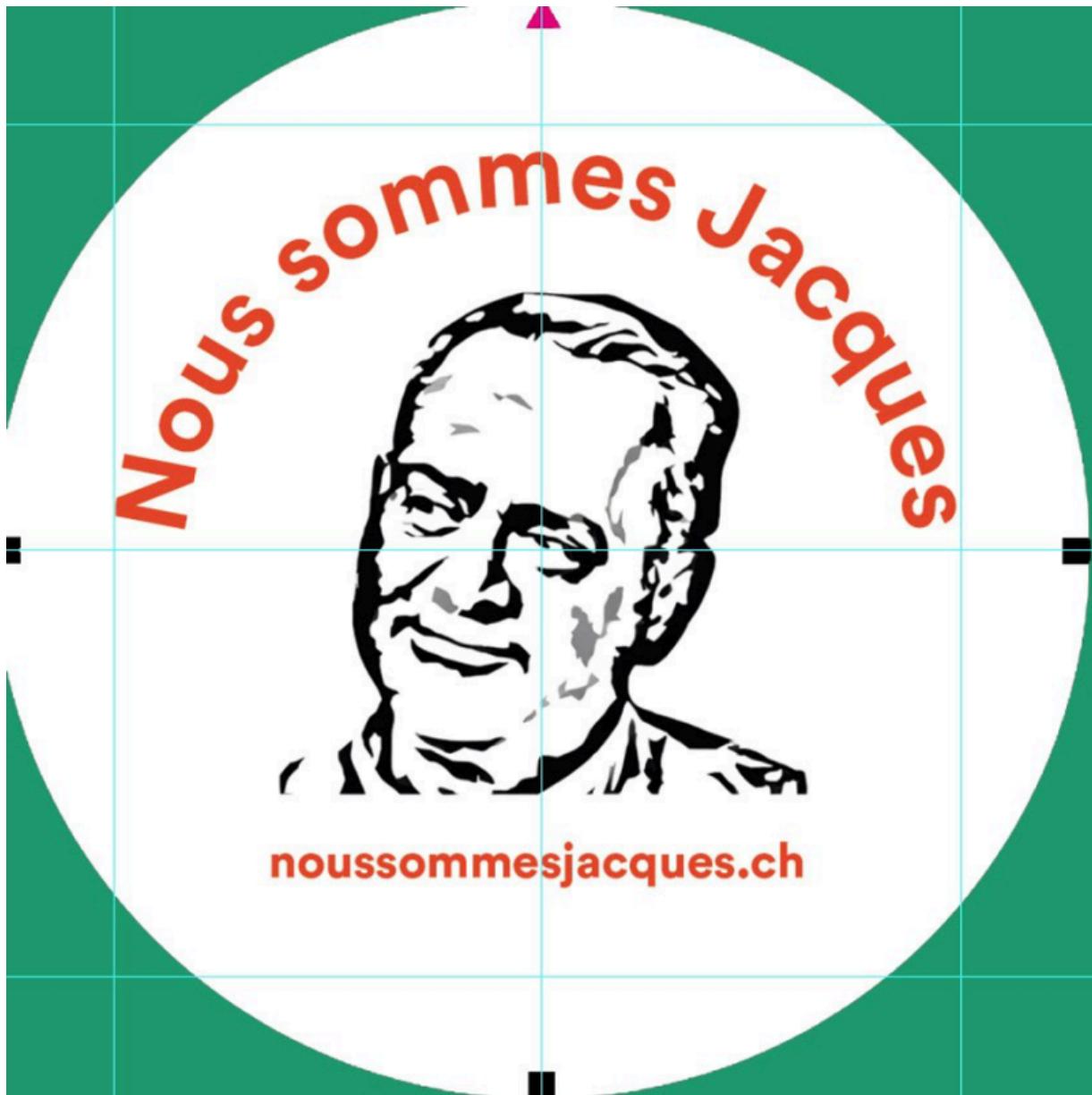
Patrik Baab, qui écrit également pour nous, a fait preuve d'un grand courage. Il a lancé la pétition « Jusqu'ici et pas plus loin », que nous avons été parmi les premiers à signer et qui est toujours en cours : Mon appel :

Signez, s'il vous plaît – [lien ici](#) !



Patrik Baab, qui vit toujours en Allemagne, risque des poursuites politiques et même une arrestation dans son propre pays pour Jacques Baud – chapeau bas !

En Suisse aussi, les médias alternatifs en particulier se sont engagés dans des échanges et un soutien mutuel sans précédent. Une initiative de Vital Burger, qui milite pour la liberté depuis des décennies, est également en cours. Vital a produit un badge – « Nous sommes Jacques » – qui peut désormais être commandé sur button@noussommesjacques.ch au prix de 5 CHF.



Le badge « Nous sommes Jacques » peut être commandé à l'adresse suivante :
button@noussommesjacques.ch

La collaboration est excellente et doit le rester : il ne s'agit pas des égos de tel ou tel publiciste, mais uniquement de Jacques Baud.

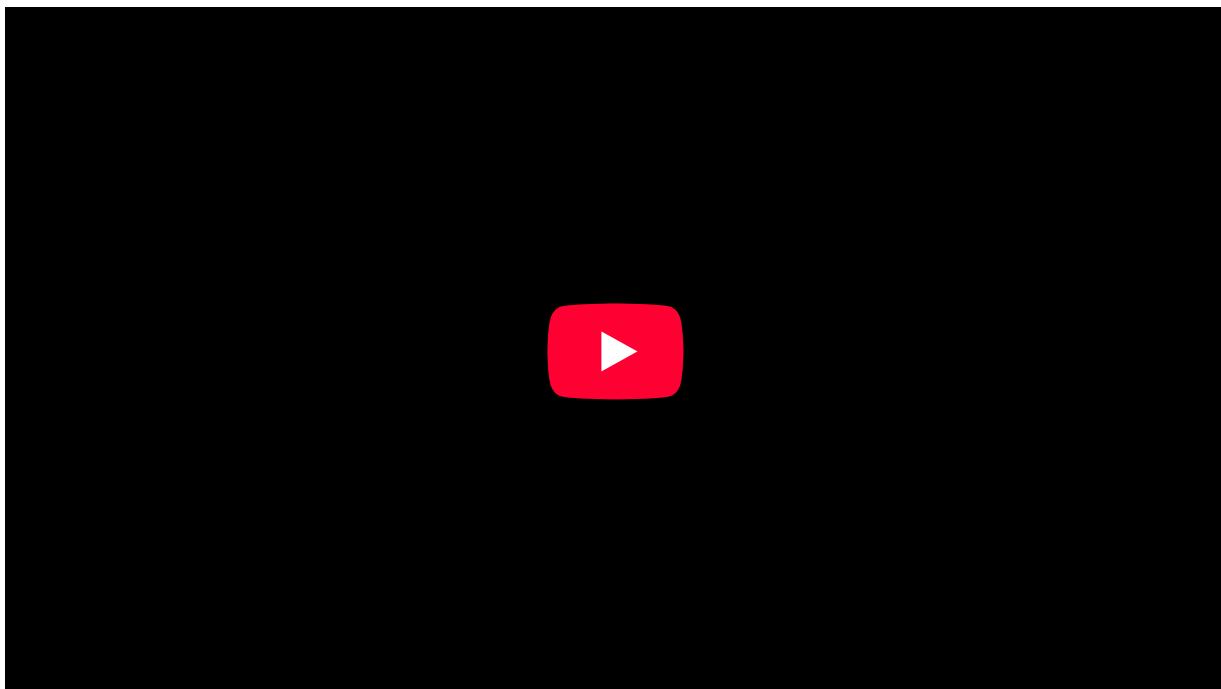
Weltwoche, qui au début de la campagne donnait l'impression de la soutenir et dont le rédacteur en chef [Rafael Lutz](#) avait écrit un excellent article sur Pascal Kohler intitulé « Un « moniteur de surf » devient un agitateur », a fait volte-face la semaine dernière. Roger Köppel a refusé de publier notre article « [Pascal Kohler – le héraut de Kaja Kallas](#) » en ligne et de mettre l'article de Rafael à notre disposition. Son raisonnement :

« Weltwoche est une entreprise médiatique indépendante, et cette indépendance est importante. C'est bien de cela qu'il s'agit. Personne n'a le droit de reproduire les articles de Weltwoche. »

ROGER KÖPPEL, 8 JANVIER 2026

Roger Köppel soutient Jacques Baud... mais seulement si vous achetez son journal. Espérons qu'il changera d'attitude dans cette bataille: il s'agit ici uniquement et exclusivement de Jacques Baud, et pour une fois, l'argent n'a rien à voir là-dedans.

Personnellement, j'ai été très heureux de voir que mes collègues américains étaient prêts à apporter leur soutien total à Jacques Baud. Jacques Baud a également trouvé un soutien considérable aux États-Unis. Parmi beaucoup d'autres, je voudrais mentionner le juge Napolitano et Scott Ritter. Le juge Napolitano, que je connais très bien personnellement et que je considère comme un véritable ami, a interviewé Jacques Baud sur son excellente chaîne « [Judging Freedom](#) ». Pour reprendre les mots du juge Napolitano : « Bravissimo ! »



Scott Ritter, un de mes proches amis et l'un de nos auteurs, s'est pleinement engagé pour Jacques Baud – comme il se doit pour un Marine. Non seulement il a publié chez nous un article cinglant intitulé « [Sanctionnez-Moi, Sale Garce!](#) », une déclaration d'amour très particulière à l'attention de Kaja Kallas, mais il a aussi évoqué Jacques Baud dans d'innombrables interviews et l'a défendu, y compris dans l'émission de Judge Napolitano. »



Peut-être la fin du commencement

Jacques Baud n'est pas encore sauvé, nous en sommes encore loin. Bien que la Suisse officielle se soit réveillée de son profond sommeil, Jacques Baud est toujours coincé dans son appartement à Bruxelles, sans argent, sans droits, dépendant de l'aide alimentaire de ses voisins qui le sauvent littéralement de la famine. Nous ne parlons pas de Sachsenhausen en 1943, mais de Bruxelles en 2026 !

La fameuse phrase de Winston Churchill après le premier succès britannique contre la Wehrmacht en Afrique en 1942 devrait rappeler à tous les partisans que nous ne sommes encore qu'au tout début:

«Ce n'est pas la fin. Ce n'est même pas le début de la fin. Mais c'est peut-être la fin du commencement.»

WINSTON CHURCHILL, 1942

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Baab, Patrik Baud, Jacques Cassis, Ignazio Jans, Beat Kallas, Kaja Kohler, Pascal Köppel, Roger Lutz, Rafael Napolitano, Andrew Ritter, Scott Schinzel, L'UE Allemagne Suisse Parlement européen Union européenne (UE)